

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 14. September 1994*  
*Rapport écrit du Conseil fédéral du 14 septembre 1994*

Le Conseil fédéral est conscient de la nécessité d'améliorer la communication entre les régions linguistiques. Il a relevé cette nécessité à plusieurs reprises dans les réponses qu'il a faites à diverses interventions parlementaires et il a émis des propositions à cet égard, entre autres dans son message du 4 mars 1991 concernant la révision de l'article constitutionnel sur les langues.

Ce n'est pas la première fois que l'on avance la proposition de rendre obligatoire l'enseignement de l'italien au niveau du gymnase. D'aucuns estiment que la promotion de la troisième langue nationale était insuffisante dans les écoles de maturité, l'enseignement obligatoire de l'italien a été préconisé en 1992 en procédure de consultation au sujet de la révision de l'ordonnance sur la reconnaissance de certificats de maturité. Il se trouve que cette proposition a été rejetée par la majorité écrasante des autorités consultées, et notamment les cantons.

Dès lors, le groupe chargé de la révision de l'ordonnance sur la reconnaissance de certificats de maturité a été chargé d'identifier d'éventuelles alternatives à l'enseignement obligatoire de l'italien, qui comporteraient une amélioration par rapport à la situation actuelle. La commission préconise dès lors:

- la possibilité de choisir l'italien comme deuxième langue nationale;
- la possibilité de choisir l'italien comme discipline à option spécifique;
- la possibilité de choisir l'italien comme troisième discipline fondamentale;
- l'obligation faite aux écoles de proposer un enseignement facultatif de l'italien;
- le développement des méthodes d'immersion et de la maturité bilingue.

Ces propositions ont été remises en consultation en juin 1994 auprès de milieux intéressés. Le Conseil fédéral n'a pas encore étudié le dossier.

*Erklärung des Interpellanten: befriedigt*  
*Déclaration de l'interpellateur: satisfait*

93.3535

**Motion Urek-NR**  
**Wald- und Holzwirtschaft.**  
**Konkreter Handlungsbedarf**  
**Motion Ceate-CN**  
**Economie forestière et économie du bois.**  
**Besoin d'intervention concrète**

*Wortlaut der Motion vom 8. November 1993*

Der Bundesrat wird ersucht, die folgenden Massnahmen zu ergreifen:

1. Keine Verminderung der Leistungen für Waldpflege und Bewirtschaftungsmassnahmen (Rubrik Buwal 310.3600.101) sowie Jungwaldpflege, Waldpflege in Gebirgswald und Behebung der Waldschäden und für forstliche und berufliche Ausbildung (Rubrik Buwal 310.3600.401). Nötigenfalls ist eine Kompensation zu Lasten der Strukturmassnahmen (Rubrik Buwal 310.4600.102) vorzunehmen.
2. Überprüfung der Brandversicherungsvorschriften in bezug auf überholte und unnötige Bedingungen für den Holzbau.
3. Erhaltung und Stärkung der Ausbildung der Forstingenieur an der ETH Zürich. Bessere Ausrichtung der Ausbildung der Architekten und der Bauingenieure an der ETH Zürich und HTL auf die Verwendung von Holz.

4. Förderung der raschen Umsetzung von Forschungsergebnissen in der Wald- und Holzforschung für die Praxis.

*Texte de la motion du 8 novembre 1993*

Le Conseil fédéral est invité à prendre les mesures suivantes:

1. Pas de réductions du budget pour les soins aux forêts et mesures de gestion (rubrique Ofefp 3600.101) ainsi que pour les soins aux jeunes forêts, soins aux forêts dans les régions de montagne et réparation des dégâts causés à la forêt ainsi que pour la formation professionnelle et du personnel forestier (rubrique Ofefp 3600.401). Le cas échéant, il y a lieu de prévoir une compensation à charge des mesures d'amélioration des structures (rubrique Ofefp 4600.102).
2. Réexamen des prescriptions d'assurance-incendie en rapport avec les exigences inutiles et dépassées concernant les constructions en bois.
3. Maintien et renforcement de la formation d'ingénieur forestier à l'EPF de Zurich. Meilleures orientation et formation sur l'utilisation du bois des architectes et des ingénieurs civils à l'EPF de Zurich et dans les ETS.
4. Soutien à une rapide mise en oeuvre dans la pratique des résultats de la recherche en matière de forêt et d'économie du bois.

*Schriftliche Begründung*

Langfristig hat die Wald- und Holzwirtschaft mit dem ökologischen Rohstoff Holz gute Chancen. In den nächsten zehn Jahren muss jedoch eine sehr schwierige Zeit bewältigt werden. Es gilt zu verhindern, dass in dieser kritischen Phase irreparable Schäden entstehen. Wenn beim Wald heute zur falschen Zeit am falschen Ort drastisch gespart wird, können die Folgekosten morgen das Vielfache der Einsparungen verursachen. Die Unwetterkatastrophe von Brig hat gezeigt, dass trotz Verbauungen und Schutzwald gewaltige Mengen von Schlamm und Geröll die Menschen in Dörfern und Städten bedrohen können. Ein intakter, gesunder Wald ist nach wie vor der beste Schutz.

*Développement par écrit*

L'économie forestière et l'économie du bois, matériau écologique par excellence, bénéficient de bonnes chances à long terme. Au cours des dix prochaines années, ce type de production devra affronter des temps très difficiles. Il y a lieu d'empêcher que des dégâts irréparables se produisent au cours de cette phase critique. Si, aujourd'hui, on réalise des économies considérables au faux endroit et au mauvais moment dans le secteur forestier, il peut s'ensuivre demain des frais bien plus élevés que le montant de ces économies.

La catastrophe de Brigue a montré la rapidité avec laquelle d'énormes quantités de boue et d'ébouillis, malgré les constructions de soutien et la forêt protectrice, peuvent menacer les habitants des villes et des villages. Une forêt saine et intacte reste la meilleure protection possible.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 23. Februar 1994*

Der Bundesrat äussert sich zu den Massnahmen in der Motion wie folgt:

1. Waldpflege und Bewirtschaftungsmassnahmen sind die zentralen Massnahmen zur Erreichung der Ziele des neuen Waldgesetzes und sollen im Rahmen der finanziellen Möglichkeiten langfristig sichergestellt werden. Die Erhaltung der Wälder, insbesondere unserer Gebirgswälder, ist ebenso vordringlich wie die Förderung des ökologischen Rohstoffes Holz. Beiträge an die Waldpflege sind sowohl ökonomisch wie ökologisch sinnvoll und stellen einen wichtigen Mosaikstein für eine gesunde, umweltfreundliche Zukunft der Schweiz dar. Von einer Kompensation zu Lasten der Rubrik 310.4600.102, «Strukturverbesserungen», ist abzusehen. Die Förderung der überbetrieblichen Zusammenarbeit hilft heute entscheidend mit, die Holzwirtschaft funktionstüchtig zu erhalten. Eine sinnvolle minimale Basiserschliessung, die auch den Seilkraneinsatz berücksichtigt, ist für eine minimale Waldpflege unabdingbare Voraussetzung.

Im Zusammenhang mit der Erfüllung aller Waldfunktionen gemäss neuem Waldgesetz ist der Bundesrat bereit zu prüfen, wie die Leistungen des Waldes für die Allgemeinheit nebst Holzerlös und Förderungszahlungen abgegolten werden können.

2.–4. Die Überprüfung der Brandversicherungsvorschriften drängt sich im Hinblick auf die Harmonisierung mit den Vorschriften der Europäischen Union auf. Erhaltung und Stärkung der Ausbildung der Forstingenieure sowie Förderung der raschen Umsetzung von Forschungsergebnissen sind für die Wald- und Holzwirtschaft wichtige langfristige Anliegen. Der Bundesrat wird sich deshalb für die Durchführung der erwähnten Massnahmen einsetzen.

*Rapport écrit du Conseil fédéral  
du 23 février 1994*

Le Conseil fédéral se prononce comme suit au sujet des mesures proposées par la motion:

1. Les soins aux forêts et les mesures de gestion sont les mesures prioritaires pour atteindre les buts visés par la nouvelle loi sur les forêts et doivent être assurés à long terme, dans les limites des possibilités financières.

La conservation des forêts, notamment celle de nos forêts de montagne, est tout aussi prioritaire que l'encouragement du matériau écologique bois. Les contributions aux soins aux forêts sont judicieuses tant du point de vue économique qu'écologique et constituent un maillon important pour forger un avenir suisse assuré et favorable à l'environnement.

Il convient de renoncer à une compensation à charge de la rubrique 4600.102 «Améliorations des structures». L'encouragement de la collaboration interentreprises contribue aujourd'hui déjà de manière décisive à maintenir l'économie forestière en état de fonctionner. Une desserte de base minimale et judicieuse, qui tient également compte de l'utilisation du câble-grue, est une condition indispensable pour un entretien minimal des forêts.

En relation avec le maintien de toutes les fonctions de la forêt, conformément à la nouvelle loi sur les forêts, le Conseil fédéral est disposé à examiner comment les prestations de la forêt en faveur de la collectivité peuvent être indemnisées autrement que par le produit de la vente du bois et les mesures d'encouragement.

2.–4. Le réexamen des prescriptions en matière d'assurance-incendie s'impose dans la perspective d'une harmonisation avec les prescriptions de l'Union européenne. Le maintien et le renforcement de la formation des ingénieurs forestiers et une mise en oeuvre rapide des résultats de la recherche sont des objectifs importants pour l'économie forestière et l'industrie du bois. C'est pourquoi le Conseil fédéral s'engagera en faveur de la réalisation des mesures mentionnées.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

*Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

*Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat*

94.3290

**Motion  
der christlichdemokratischen Fraktion  
Bedarfsleistungen bei Mutterschaft.  
Rahmengesetz**

**Motion  
du groupe démocrate-chrétien  
Prestations de maternité.  
Loi-cadre**

*Diskussion – Discussion*

Siehe Jahrgang 1994, Seite 1900 – Voir année 1994, page 1900

**Le président:** Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

**Grossenbacher Ruth (C, SO):** Die CVP-Fraktion ist bereit, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Die wichtigsten Punkte, die wir mit diesem Vorstoss verfolgen, sind die folgenden:

1. Wir wollen mit diesem Rahmengesetz für Mutterschaftsbeihilfen die Gleichberechtigung unter den Familien in der ganzen Schweiz erreichen. Es darf nicht vom Wohnsitz der Familien abhängen, ob sie diese Beihilfen erhalten oder nicht.

2. Neun Kantone, darunter auch der Kanton Waadt, wo Frau Suzette Sandoz, die diesen Vorstoss bekämpft, wohnt, haben bereits ein solches Rahmengesetz. Der Kanton Aargau legifiziert. Zehn Kantone werden also dieses Gesetz schon haben.

3. Es ist ein Bedarf da. Es gibt doch Frauen, Familien, die wegen einer Mutterschaft in finanzielle Schwierigkeiten kommen. Wir kennen das, weil es einen Solidaritätsfonds für bedrängte Mütter in Not gibt, wo sich jährlich 700 Familien melden. Aus den Berechnungen aus den Kantonen weiss man, dass etwa 5 Prozent diese Hilfe unbedingt brauchen. Wir wollen dieses Rahmengesetz schaffen, damit Mutterschaftsbeihilfen nicht Sozialhilfe sind, damit die Familien nicht zur Fürsorge gehen müssen, damit sie einen berechtigten Anspruch auf diese Mutterschaftsbeihilfen haben. Wir wollen nicht eine Änderung des Giessskannenprinzips, sondern es geht hier um diese 5 Prozent, die es unbedingt nötig haben.

Die Finanzierung wird dann auch die Fürsorgekosten entlasten. Das Rahmengesetz für Mutterschaftsbeihilfen wäre eine Ergänzung zur laufenden Mutterschaftsversicherung.

Wir haben konkrete Beispiele, dass ein solches Rahmengesetz funktionieren kann und soll. Wir kennen nämlich das Rahmengesetz des Bundes für die Ergänzungsleistungen, und ich glaube, dass die Kantone froh sind, dass es ein solches Ergänzungsleistungsgesetz gibt.

Deshalb bittet Sie die CVP-Fraktion, dass Sie ein Ja geben, damit ein solches Rahmengesetz des Bundes geschaffen werden kann.

**Sandoz Suzette (L, VD):** Il est incontestable que la motion – ou le postulat – présentée par le groupe démocrate-chrétien est périe de bonnes intentions.

Le postulat propose, en effet, la création d'une loi-cadre par laquelle la Confédération pourrait obliger les cantons, avec l'aide de la Confédération, à fournir certaines prestations dans l'hypothèse où une famille, à la suite d'une naissance, serait tombée dans le besoin, ce qui est un cas typique d'assistance. Mais il comporte en fait trois défauts.

Le premier défaut, c'est que l'assistance est un domaine dans lequel les cantons sont compétents, ainsi que le montrent d'ailleurs très bien les cantons qui, comme M<sup>me</sup> Grossenbacher l'a évoqué tout à l'heure, ont déjà légiféré dans ce domaine.

Le deuxième défaut, c'est qu'en créant une loi fédérale, on créerait un mélange de tâches entre la compétence fédérale et

## **Motion Urek-NR Wald- und Holzwirtschaft. Konkreter Handlungsbedarf**

## **Motion Ceate-CN Economie forestière et économie du bois. Besoin d'intervention concrète**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3535
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.02.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	230-231
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 268

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.